

LA LIBÉRALISATION DU RÉSEAU DOMESTIQUE AÉRIEN EST IMMINENTE

Air Algérie de nouveau
face à la concurrence

Le réseau domestique du transport aérien sera ouvert à la concurrence. Son entrée en vigueur est prévue pour bientôt, soit dès la promulguation des textes.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'information a été rendue publique hier par le directeur de l'aviation civile du ministère des Transports lors de son intervention devant les cadres de la compagnie d'Air Algérie à l'occasion des assises de cette dernière dont les travaux dureront trois jours au niveau du centre national de l'armée de Beni Messous.

Selon M. Benchamane, «l'environnement international oblige les autorités algériennes à libéraliser

le secteur aérien et à lever la protection sur Air Algérie. La solution n'est pas dans le protectionnisme. La solution est dans le travail, voire comment permettre à notre compagnie nationale d'affronter la concurrence qui interviendra sur le réseau domestique, rattraper son retard. L'Etat doit mettre la main dans la poche et mettre à la disposition de la compagnie Air Algérie des moyens pour se développer et consolider ses acquis.»

En effet, ces assises qui se tiendront durant trois jours auront pour principal ordre du jour de débattre «du contexte dans lequel évolue le transport aérien et son impact sur la compagnie.»

«Cette mutation impose une profonde réadaptation de la compagnie Air Algérie de son organisation, l'exploitation de systèmes d'information et de marketing qui lui permettront d'améliorer sa performance, renforcer sa compétitivité et ses parts de marché, reconquérir sa clientèle et se positionner sur le marché du transport aérien national et régional en tant que leader», lit-on dans un communiqué rendu public en cette occasion.

Selon la même source, «cet espace de communication permettra de déceler les enjeux du secteur, ses opportunités et ses risques, identifier les changements en cours dans la chaîne de la valeur, initier une dynamique de changement avec des objectifs majeurs, en l'occurrence la reconquête de la clientèle et les parts du marché porteur, et assurer sa pérennité à travers un développement continu et enfin engager une réflexion sur les marges de manœuvre dont dispose la compa-



Photo : DR

Pour affronter la concurrence, Air Algérie a choisi la voie du travail.

gnie et l'identification des contraintes imposées tant sur le plan interne qu'externe».

L'enjeu auquel est appelée à faire face la compagnie nationale a été mis en exergue par le premier responsable de la compagnie en l'occurrence M. Abdelnacer Hadj Rabia, directeur général par intérim.

Dans un exposé de haute facture, l'intervenant a indiqué «le décalage entre les moyens mis en œuvre pour le réseau domestique, avec une capacité en sièges offerts de 44% (soit 2,9 millions de sièges offerts sur le réseau domestique sur un total de 6,5 millions, et les heures de vol de 42% du total «passage régulier» et la faible contribution aux recettes passage de ce réseau, qui n'est que de 12%».

Ce même responsable ajoutera qu'en terme de concurrence sur le

réseau international, quinze compagnies étrangères sont actuellement présentes sur le marché algérien. Selon lui, «l'inflation des sièges» sur certains marchés (Italie, Turquie, Allemagne, Angleterre etc.) a entraîné la mise à plat de certains marchés. «Bien que des accords bilatéraux soient conclus entre Etats, nous souhaiterions une meilleure protection des parts de l'offre sur le marché». «Pour rappel, lorsque Air France s'est retirée du marché algérien durant la décennie 1990, la DGAC française a préservé la part de marché du pavillon français et aucune concession n'a été accordée à Air Algérie en terme d'augmentation de capacité à offrir.

Ce type de consultation des compagnies nationales par les autorités de l'aviation civile est une pratique courante destinée à mieux protéger le marché du

transport aérien», explique le premier responsable de la compagnie.

Ceci étant, avec cette nouvelle donne, la compagnie Air Algérie est plus que jamais appelée à inclure le facteur concurrence dans sa stratégie de déploiement. Pour cela, son premier responsable n'est pas allé par trente-six chemins pour porter à la connaissance de ses cadres «qu'Air Algérie a choisi la voie du travail et de l'effort, pour faire labelliser ses activités par des organismes internationaux agréés, contrairement à d'autres prestataires qui recourent à la facilité, se faisant décerner des trophées par des clubs privés à crédibilité douteuse. Sans tomber dans l'autosatisfaction et nonobstant les efforts à fournir, nous sommes optimistes quant à l'avenir de l'entreprise».

A. B.

FACULTÉ
DE MÉDECINE

D'ALGER

Sortie de promotion
de professeurs
et docents

Hier, à la faculté de médecine d'Alger, dans l'enceinte de l'amphithéâtre C du département de médecine Mohamed-Maherzi, s'est déroulée la cérémonie de remise de grade de professeur et docent hospitalo-universitaire. Il s'agit des lauréats du concours national de recrutement de professeurs et docents hospitalo-universitaires pour la session 2007. 157 maîtres assistants, toutes branches confondues, ont participé à ce concours national en novembre dernier. Selon le doyen de la faculté de médecine d'Alger, le professeur Moussa Arrada, 127 parmi eux ont été retenus. «Près de la moitié des lauréats, soit 58, sont de la faculté d'Alger», a précisé le doyen de la faculté de médecine qui regroupe trois départements, (pharmacie, chirurgie dentaire et médecine). Parmi les lauréats, 11 font partie de la médecine militaire sous tutelle pédagogique de la faculté de médecine d'Alger. En somme, celle-ci compte 22 nouveaux professeurs et 25 docents. «Au total, la faculté de médecine d'Alger comptabilise 1 523 enseignants, tous corps confondus. Ce qui fait que nous avons une moyenne d'encadrement d'un enseignant pour 12 étudiants», a-t-il ajouté en présence du ministre de la Santé, de la population et de la Réforme hospitalière, Amar Tou. Le recteur de l'université d'Alger, Tahar Hadjer, a, de son côté, rappelé que l'entité qu'il gère compte près de 1 000 professeurs toutes disciplines confondues. Il a également évoqué la future nouvelle faculté de médecine de Ziania, à Ben Aknoun. Cette dernière, dont les travaux de construction ont démarré, devra recevoir les futurs médecins dans près de deux années.

M. O.

AFFAIRE DES FAUSSES DÉLIBÉRATIONS DE L'APC
DE BOUZARÉAH3 ans de prison ferme requis contre l'ex-maire,
le secrétaire général et un élu

L'affaire dite des fausses délibérations de l'Assemblée populaire communale de Bouzaréah est passée hier devant le tribunal d'Hussein-Dey. Le procureur de la République a requis une peine de trois années de prison ferme et une amende de 10 000 dinars contre l'ex-maire, un des vice-présidents et le secrétaire général de la commune.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Cette affaire a été déclenchée suite à une plainte pour faux et usage de faux, et détournement de deniers publics, déposée au mois d'avril dernier par six membres de l'ancienne assemblée. Les plaignants, présents hier au tribunal d'Hussein-Dey, sont revenus sur les faits qui remontaient à 2004.

Selon eux, Ahmed Djedir, alors premier magistrat de la commune, avait falsifié une série d'extraits de délibérations de l'Assemblée. La première concerne le transfert

d'un terrain accueillant une cité de 300 logements.

Lors d'une délibération, les élus avaient décidé de transférer une parcelle de 8500 mètres carrés, sur un total de 125 000 mètres carrés.

En contre-partie, les logements de type social devaient revenir à l'APC sur la base d'un prix préétabli. «La délibération a été rejetée par la wilaya déléguée de Bouzaréah pour des motifs liés à la forme. Mais au lieu de prévenir les élus de ce rejet, le président d'APC a établi un autre extrait de

délibération, comportant la même date et les mêmes références que la première, et dans laquelle il a cédé l'ensemble du terrain, soit 125 000 mètres carrés, à Cosider», expliqueront les élus. D'après eux, Ahmed Djedir a usé du même subterfuge pour recruter une «conseillère spéciale» et indemniser financièrement des personnes qui n'avaient aucun droit. D'autres «fausses indemnités» auraient également servi à débloquer un budget de 355 millions de centimes devant servir à la réalisation d'un marché communal. L'entrepreneur a réussi à encaisser cet argent alors que la wilaya déléguée n'avait pas autorisé l'établissement de ce projet. L'ex-maire a rejeté tous les faits qui lui sont reprochés.

C'est également le cas pour Mohamed Nebbou, ancien vice-président, et Mokhtar Meskine alors secrétaire général de la commune de Bouzaréah au moment des faits. Notons que ces derniers n'étaient pas concernés par la plainte déposée en premier lieu par les élus. C'est au cours de la phase d'instruction que l'accusation a été qualifiée. Une situation dénoncée par Me Chorfi, avocat de Mohamed Nebbou, qui estime que son client n'a pas participé à l'établissement des «fausses délibérations». Le procureur de la République a requis une peine de trois ans de prison ferme et une amende de 10 000 dinars à l'encontre des trois accusés. Le verdict sera rendu mercredi 20 février.

T. H.